

— du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Contre-projet de M. Péron tendant à amnistier les combattants de la paix et résistants condamnés* [9 novembre 1950] (p. 7561); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Discussion générale* [29 novembre 1950] (p. 8274); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9441, 9442, 9443). — Pose à M. le Ministre du Budget une question relative aux ventes sans factures [22 décembre 1950] (p. 9498, 9499). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art 5: *Amendement de M. A. Hughes tendant à tenir compte des organisations les plus représentatives au moment de la désignation* [7 février 1951] (p. 847); — d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbres primes, amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Chaze tendant à supprimer l'article interdisant les ventes avec primes ou en nature* [14 mars 1951] (p. 1906); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; **RADIODIFFUSION**, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'hebdomadaire Radio 51, le manque de valeur artistique et littéraire de la radio, le genre « poisse » de certaines émissions* [9 avril 1951] (p. 2976, 2977, 2978, 2979). — Dépose une demande d'interpellation sur la fixation de la date des élections législatives et les intentions du Gouvernement en matière de réforme économique [11 avril 1951] (p. 3169); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [12 avril 1951] (p. 3214, 3215).

POINSO-CHAPUIS (Mme Germaine),
Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription).

(Ministre de la Santé publique et de la Population)

(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 25 juillet 1948

Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommée membre : de la Commis-

sion des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [14 décembre 1948] (p. 7566), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désignée par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est désignée par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**).

Dépôts :

Le 23 décembre 1946, une proposition de loi tendant à corriger certaines lacunes de la législation sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, **n° 201**. — Le 27 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la franchise postale aux tuberculeux anciens combattants et aux déportés politiques en traitement dans un sanatorium, **n° 233**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser et poursuivre la lutte antialcoolique, **n° 333**. — Le 30 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter les travaux de la commission interministérielle instituée à propos des entreprises réquisitionnées, **n° 1524**. — Le 20 juin 1947, une proposition de loi portant statut des écoles et réforme des études d'assistants ou d'assistantes de service social, d'infirmiers ou d'infirmières, **n° 1785**. — Le 9 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les colonies de vacances de billets de chemins de fer collectifs comportant les mêmes avantages de tarif que les billets de congés payés des travailleurs, **n° 1961**. — Le 11 juillet 1947, une proposition de loi tendant à organiser la coordination des services sociaux, **n° 1991**. — Le 30 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser le travail à mi-temps pour les femmes fonctionnaires ayant des enfants et spé-

cialement pour les membres de l'enseignement, n° 2161. — Le 1^{er} août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une police féminine spécialisée dans la protection de l'enfance et de l'adolescence, n° 2201. — Le 1^{er} août 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur : I. — Les propositions de loi : 1° de M. Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à régulariser la situation des entreprises placées sous réquisition ; 2° de Mme Nédelec et plusieurs de ses collègues tendant à régulariser la situation de fait des entreprises réquisitionnées de Marseille ; II. — La proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à hâter les travaux de la commission interministérielle instituée à propos des entreprises réquisitionnées, n° 2224. — Le 19 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'assistants, assistantes ou auxiliaires de service social et d'infirmiers ou infirmières, n° 2450. — Le 2 septembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser par décret une procédure rationnelle et équitable de répartition des licences d'importation, n° 2549. — Le 30 octobre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux marins-pêcheurs et plaisanciers de La Ciotat, privés de leurs bateaux, à la suite de la tempête qui a sévi en rade de ce port, n° 2612. — Le 5 janvier 1948, un projet de loi relatif à la vaccination obligatoire par le B. C. G. des étudiants en médecine et art dentaire, des élèves infirmières, assistantes sociales, sages-femmes et du personnel hospitalier, n° 3084. — Le 15 janvier 1948 un projet de loi tendant à compléter l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 22 août 1946 relatif à la situation des étrangers au regard des prestations familiales, n° 3094. — Le 15 janvier 1948, un projet de loi portant modification des articles 6 bis et 27 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique, n° 3110. — Le 28 janvier 1948, un projet de loi tendant à relever le salaire servant de base au calcul des prestations familiales, n° 3171. — Le 24 février 1948, un projet de loi relatif à l'immunisation obligatoire de certaines personnes contre la variole, les fièvres typhoïde et paratyphoïde A et B, la diphtérie et le tétanos, n° 3515. — Le

16 mars 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Ministre de la Santé publique et de la Population à statuer sur les demandes de naturalisation qui ont été formées conformément à l'article 7 de la loi du 3 février 1939, n° 3797. — Le 17 mars 1948, un projet de loi tendant à modifier l'article 13 de la loi du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'infirmiers, d'infirmières, d'assistantes et d'auxiliaires de service social, n° 3825. — Le 17 mars 1948, un projet de loi relatif à l'exercice des professions médicales et paramédicales dans les territoires de Tende et de la Brigue, n° 3830. — Le 27 avril 1948, un projet de loi tendant à réglementer la publicité relative à l'appareillage médical et chirurgical, n° 4024. — Le 27 avril 1948, un projet de loi destiné à modifier la loi n° 46-857 du 30 avril 1946, tendant à réglementer les professions de masseur gymnaste médical et de pédicure, n° 4025. — Le 13 mai 1948, un projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou du comportement, délinquants ou en danger, n° 4184. — Le 2 juin 1948, un projet de loi tendant au relèvement du taux de la majoration spéciale prévue par l'article 20 bis de la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, n° 4428. — Le 15 juillet 1948, un projet de loi relatif à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger, n° 4967. — Le 18 janvier 1949, une proposition de loi relative aux établissements hospitaliers publics, n° 6088. — Le 29 décembre 1949, une proposition de loi relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique, n° 8900. — Le 3 janvier 1930, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de loi du 25 juillet 1942 relative à l'abandon de famille, n° 8939. — Le 3 janvier 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 23, 6°, du Code général des impôts directs, n° 8940. — Le 10 janvier 1950, une proposition de loi relative à la formation du personnel d'encadrement des établissements recevant des mineurs atteints de déficiences psychiques, de troubles de caractère ou de comportement ou en danger, n° 8961. — Le 10 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions de veuves des femmes divorcées, n° 8962. — Le 10 janvier 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 463 du Code pénal, n° 8964.

— Le 28 janvier 1950, une proposition de loi tendant à compléter et à modifier l'article 420 du Code de l'enregistrement, n° 9089. — Le 2 mars 1950, un rapport au nom de Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi portant modification de l'article premier de la loi du 2 septembre 1941 sur la protection de la naissance, et constatation de nullité de la loi du 18 décembre 1941, n° 9399. — Le 3 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de MM. Charles Schauffler, Jean-Louis Tinaud et Louis Rollin tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature, n° 9441. — Le 1^{er} avril 1950, une proposition de loi portant réforme de la filiation tendant à modifier les articles 335, 340, 341 et 342 du Code civil, n° 9708. — Le 3 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur les conditions d'aptitude aux fonctions d'avoués, n° 9833. — Le 11 mai 1950, une proposition de loi tendant à prévenir et à réprimer les délits et les crimes commis sur des enfants, n° 9932. — Le 6 juin 1950, une proposition de loi tendant à assurer une formation professionnelle à tous les enfants, n° 10188. — Le 19 juin 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des Affaires économiques sur propositions de loi 1^o de MM. Charles Schauffler, Jean-Louis Tinaud et Louis Rollin tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature; 2^o de Mme Thome-Patenôtre, sénateur, tendant à modifier la législation en matière de vente avec primes, de façon à prévenir et réprimer les fraudes, n° 10348. — Le 20 juin 1950, une proposition de loi tendant à permettre aux locataires de transformer une partie de leurs locaux d'habitation en locaux professionnels, n° 10365. — Le 29 juin 1950, un rapport de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant modification de l'article premier de l'acte dit loi du 2 septembre 1941 sur la protection de la naissance et constatation de la nullité de l'acte dit loi du 18 décembre 1941, 10492. — Le 11 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur projet de loi sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, n° 10549. — Le 17 juillet 1950, une proposition de loi tendant à rendre applicables aux personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 relatives aux pensions civiles et militaires, n° 10624. — Le 24 novembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des Affaires économiques sur le projet de loi sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, n° 11413. — Le 22 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 11412) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 8423) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature, n° 11746. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 383 du Code civil relatif à l'attribution de l'exercice de la puissance paternelle sur les enfants naturels, n° 11971. — Le 1^{er} février 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 1388, 1393, 1399, 1400, 1497, 1832, 2135, 2193 à 2195 et 724, ainsi qu'à ajouter au titre V, du Livre III, un chapitre IV intitulé : « Du régime légal de séparation de biens avec participation aux acquêts à la dissolution du mariage », du Code civil, n° 12050. — Le 1^{er} février 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 373 du Code civil, n° 12051. — Le 16 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 12138) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 10099) adopté par l'Assemblée Nationale sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, n° 12531. — Le 18 avril 1951, une proposition de loi tendant à rouvrir les délais prévus à l'article 13 de la loi n° 46 630 du 8 avril 1946 pour les infirmiers et infirmières, n° 12826. — Le 13 avril 1951, une proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistants ou assistantes de service social dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics, n° 12838. — Le 29 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 12138) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 10099) adopté

par l'Assemblée Nationale sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, n° 13031.

Interventions :

Est entendue sur le procès-verbal de la précédente séance : *Opérations électorales de Saint-Pierre-et-Miquelon* [8 juillet 1947] (p. 2815). — Dépose une proposition de résolution invitant le Gouvernement à étendre aux colonies de vacances les billets de chemin de fer collectifs pour congés payés [9 juillet 1947] (p. 2884). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 518 : *Centres régionaux pour la jeunesse déficiente* [17 juillet 1947] (p. 3146, 3147) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 106 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'administration académique* [22 juillet 1947] (p. 3389). — Est entendue : au cours du débat sur la validation des opérations électorales de Saint-Pierre-et-Miquelon [22 juillet 1947] (p. 3349, 3350, 3351) ; — dans la discussion sur le procès-verbal de la 3^e séance du 22 juillet 1947 : *Invalidation de M. Laurelli, député de Saint-Pierre-et-Miquelon* [24 juillet 1947] (p. 3456) ; — sur un incident personnel : *Son commentaire des conclusions de M. Noguères sur l'invalidation de M. Laurelli* [24 juillet 1947] (p. 3501). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant amnistie, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Palewski tendant à ne pas appliquer la loi aux délits de contrefaçon* [1^{er} août 1947] (p. 3842) ; — du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, industrielles et artisanales ; Art. 5 bis : *Son amendement tendant à exiger des personnes élues aux tribunaux de commerce les mêmes conditions* [7 août 1947] (p. 4063) ; *le retire* (ibid.). — Est entendue sur le règlement de l'ordre du jour : *Entreprises réquisitionnées de Marseille* [10 août 1947] (p. 4223). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de Mme Nédelec tendant à régulariser la situation des entreprises réquisitionnées de Marseille, en qualité de *Rapporteur* [11 août 1947] (p. 4230) ; *Demande de discussion d'urgence* (ibid.). — Est nommée *Ministre de la*

Santé publique et de la Population (Cabinet R Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Savard concernant l'argent de poche mensuel donné aux vieillards bénéficiant de l'assistance au titre de la loi du 14 juillet 1905 [19 décembre 1947] (p. 5922) ; — de Mme Germaine François relative au paiement des drogues pharmaceutiques par les malades titulaires de l'assistance médicale [19 décembre 1947] (p. 5922). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales : *Discussion générale* [6 février 1948] (p. 466, 467) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies vénériennes ; Art. 2 : *Amendement de M. Duprat tendant à augmenter le nombre des dispensaires* [19 mai 1948] (p. 2716) ; — de propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2737, 2740, 2741) ; *Fixation de la date de la suite de la discussion* (p. 2741) ; *Demande de M. Arthaud de renvoi à la Commission* (p. 2742) ; — de la proposition de résolution relative au fonctionnement des maisons d'enfants de l'Entr'aide française : *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2744, 2745) ; — des propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques : *Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission* [20 mai 1948] (p. 2768) ; Art. 2 : *Amendement de M. Pleven tendant à rembourser aussi les produits faisant l'objet de publicité* [25 mai 1948] (p. 2886). — Répond à une question de M. Theeten relative à l'attribution de bons d'automobiles pour les médecins [21 mai 1948] (p. 2850, 2851). — Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la population* [20 juillet 1948] (p. 4863).

En qualité de Député :

Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 30 mars 1949 (p. 1855) ; — la 2^e séance du 6 avril 1949 (p. 2149) ; — la 3^e partie de la 3^e séance du 12 avril 1949 (p. 2391) ; — la 1^{re} séance du 20 mai 1949 (p. 2720) ; — la 3^e partie de la séance du 2 juin 1949 (p. 3073) ; — la 2^e séance du 3 juin 1949 (p. 3127) ; — la 2^e séance du 7 juin 1949 (p. 3192) ; — la 3^e séance du 9 juin 1949 (p. 3247) ; — la 1^{re} séance du 17 juin 1949

(p. 3463); — la 1^{re} séance du 24 juin 1949 (p. 3751); — la 1^{re} partie de la 2^e séance du 28 juin 1949 (p. 3839); — la 1^{re} séance du 8 juillet 1949 (p. 4395); — la 2^e séance du 11 juillet 1949 (p. 4595); — la 1^{re} séance du 20 juillet 1949 (p. 4835); — la 2^e séance du 25 juillet 1949 (p. 5224); — la 1^{re} séance du 26 juillet 1949 (p. 5259); — la 2^e séance du 28 juillet 1949 (p. 5419); — la 1^{re} séance du 10 novembre 1949 (p. 6030); — la 1^{re} séance du 25 novembre 1949 (p. 6277); — la 1^{re} séance du 1^{er} décembre 1949 (p. 6465); — la 1^{re} séance du 8 décembre 1949 (p. 6673); — la 1^{re} séance du 13 décembre 1949 (p. 6769); — la 2^e partie de la séance du 14 décembre 1949 (p. 6869); — la 1^{re} séance du 21 décembre 1949 (p. 7053); — la 2^e partie de la 2^e séance du 22 décembre 1949 (p. 7162); — la 4^e partie de la 3^e séance du 27 décembre 1949 (p. 7429); — la 1^{re} partie de la séance du 28 décembre 1949 (p. 7470); — la 1^{re} séance du 3 janvier 1950 (p. 26). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux; Art. 6 : *Cas de dispenses du service actif* [31 mars 1949] (p. 1933); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 13 E : *Amendement de M. Gabelle tendant à modifier le taux de la taxe proportionnelle sur les bénéficiaires et son mode de calcul* [24 juillet 1949] (p. 5181). — Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194).

En cette qualité :

Préside : la 2^e séance du 20 janvier 1950 (p. 417); — la 2^e partie de la séance du 24 janvier 1950 (p. 462); — la 1^{re} séance du 26 janvier 1950 (p. 517); — la 3^e séance du 28 janvier 1950 (p. 681); — la 2^e séance du 2 février 1950 (p. 898); — la 1^{re} séance du 17 février 1950 (p. 1186); — la 3^e séance du 21 février 1950 (p. 1284); — la 1^{re} séance du 24 février 1950 (p. 1410); — la 3^e séance du 28 février 1950 (p. 1550); — la 1^{re} séance du 15 mars 1950 (p. 2045); — la 1^{re} partie de la 2^e séance du 15 mars 1950 (p. 2009); — la 3^e séance du 29 mars 1950 (p. 2605); — la 2^e séance du 25 avril 1950 (p. 2838); — la 1^{re} séance du 3 mai 1950 (p. 3170); — la 3^e séance du 3 mai 1950 (p. 3216); — la 1^{re} séance du 10 mai 1950 (p. 3458); — la 2^e séance du 11 mai 1950 (p. 3545); — la 3^e séance du 16 mai 1950 (p. 3718); — la 2^e séance du 23 mai 1950 (p. 3794); — la 1^{re} séance du 25 mai 1950 (p. 3910); — la 2^e séance du 30 mai 1950

(p. 4007); — la 3^e séance du 7 juin 1950 (p. 4429); — la 2^e partie de la 1^{re} séance du 9 juin 1950 (p. 4565); — la 2^e séance du 9 juin 1950 (p. 4571); — la 3^e séance du 13 juin 1950 (p. 4708); — la 1^{re} séance du 21 juin 1950 (p. 5081); — la 1^{re} séance du 23 juin 1950 (p. 5193); — la 3^e séance du 18 juillet 1950 (p. 5557); — la 2^e séance du 20 juillet 1950 (p. 5663); — la 3^e séance du 3 août 1950 (p. 6585); — la 2^e séance du 4 août 1950 (p. 6639); — la 3^e partie de la 3^e séance du 4 août 1950 (p. 6724); — la 2^e partie de la 2^e séance du 22 novembre 1950 (p. 8033); — la 1^{re} séance du 29 novembre 1950 (p. 8265); — la 1^{re} séance du 6 décembre 1950 (p. 8686); — la 1^{re} séance du 14 décembre 1950 (p. 9057); — la 1^{re} partie de la 1^{re} séance du 21 décembre 1950 (p. 9413); — la 1^{re} séance du 4 janvier 1951 (p. 105); — la 2^e séance du 4 janvier 1951 (p. 110). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la création d'une police sociale féminine : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1540, 1541); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 1280 : *Personnel de la sûreté nationale (Police féminine)* [31 mai 1950] (p. 4072); JUSTICE, Chap. 1070 : *Demande de rétablissement des crédits pour les tribunaux de 1^{re} instance, présentée par le Gouvernement (Criminologie infantile)* [1^{er} juin 1950] (p. 4127, 4128); Chap. 1280 : *Education surveillée* (p. 4131, 4132); Chap. 5000 : *Subventions aux œuvres post-pénales* (p. 4139); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale (Ses observations sur l'équipement des hôpitaux et des sanatoria)* [12 juin 1950] (p. 4604, 4605, 4606); Chap. 4100 : *Assistance à l'enfance* (p. 4618); Chap. 5230 : *Formation de travailleuses familiales* (p. 4638); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1190 : *Etablissements d'enseignement supérieur (Création de chaires de professeurs)* [23 juin 1950] (p. 5227); Chap. 1550 : *Secrétaires d'orientation professionnelle* [17 juillet 1950] (p. 5475). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au cumul des retraites et salaires [4 août 1950] (p. 6639). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 mars 1951] (p. 1901, 1902); — d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbre-prime, amendée par le Conseil de

la République, en qualité de *Rapporteur* [14 mars 1951] (p. 1902, 1903); Art. 2 : *Amendement de M. Chaze tendant à supprimer l'article interdisant les ventes avec primes en nature* (p. 1906, 1907); Art. 3 : *Amendement de M. Weill-Reynal tendant à ne pas interdire les escomptes ou remises en espèces* (p. 1808, 1809); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Article additionnel : *Son amendement tendant à modifier l'article 20 de la loi du 28 octobre 1946 relatif au calcul du coût de la reconstitution du dommage en fonction de la valeur 1939* [18 avril 1951] (p. 3445, 3447, 3448); Art. 27 : *Son amendement tendant à permettre un appel aux sinistrés dont l'évaluation n'est pas retenue* (p. 3464, 3465); Art. 2 : *Reconstitution immobilière à Marseille* (p. 3473); *Son amendement relatif à la liquidation des dommages mobiliers* (p. 3475); Art. 21 : *Son amendement relatif à l'évaluation du coût de la reconstitution des immeubles bâtis* (p. 3527); le retire (ibid.); Art. 26 : *Son amendement tendant à créer des commissions d'arrondissement de dommages de guerre* (p. 3536); le retire (p. 3537); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5220 : *Orientation professionnelle* [23 avril 1951] (p. 3772, 3773); Chap. 5230 : *Cours professionnels* (p. 3773); Chap. 5310 : *Apprentissage artisanal* (p. 3773, 3774); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Amendement de Mme Dupuis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Service du ravitaillement)* [25 avril 1951] (p. 3960, 3961); Chap. 1090 : *Amendement de Mme Dupuis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les contrôleurs de l'Etat (Réduction du corps des contrôleurs)* (p. 3964); Chap. 4060 : *Installation de restaurants sociaux* (p. 3969); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1000 : *Problèmes de l'enfance (Développement des services sociaux)* [26 avril 1951] (p. 4020, 4021); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Son contre-projet* [30 avril 1951] (p. 4329, 4330, 4331, 4332); *Nouveau texte de la Commission* (p. 4334, 4335); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales, en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 mai 1951] (p. 5111, 5112); — du projet de loi sur l'obligation en matière de sta-

tistiques, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Amendement de M. Courant tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au secret des organismes agréés vis-à-vis de l'administration* [22 mai 1951] (p. 5704). — Est entendue sur les propositions relatives à l'ordre du jour : *Loi relative au personnel des hôpitaux psychiatriques* [22 mai 1951] (p. 5713).

POIROT (M. Maurice), Député des Vosges.
Secrétaire de l'Assemblée Nationale

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés à la Haute Cour de Justice. (Application de la loi du 27 décembre 1945), [3 décembre 1947] (p. 5152); [26 janvier 1948] (p. 196). — Est désigné par la Commission des pensions pour faire partie de la Commission consultative des opérations de rapatriements tardifs [*J. O.* du 7 mars 1947] (p. 2121).

Dépôts :

Le 26 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi relatif au remembrement amiable en vue de la reconstruction, n° 1057. — Le 13 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions : 1° sur la proposition de loi de M. Aubry et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation du décret-loi du 20 janvier 1940 et des actes dits lois du 9 septembre 1941, 27 janvier 1942, 8 février 1942 et 11 janvier 1943, qui ont modifié la loi du 31 mars 1919 relative aux pensions militaires d'invalidité; 2° sur la proposition de loi de M. Jean-Marie Thomas et plusieurs de ses collègues, transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à l'abrogation du décret-loi du 20 janvier 1940 et des actes dits lois du 9 septembre 1941, 27